

Burundi : la stratégie d'Agathon Rwasa va-t-elle payer ?

RFI, 01-11-2016 Au Burundi, les incidents opposant la jeunesse du parti au pouvoir et les militants de l'aile du parti FNL fidèle à Agathon Rwasa, et les arrestations de ces derniers, se sont multipliés depuis quelque temps, alors que le leader historique de l'ex-rébellion hutu des FNL est supposé être un allié du parti présidentiel burundais, le CNDD-FDD, depuis qu'il est entré avec ses hommes au gouvernement et à l'Assemblée nationale.

Mais le pouvoir burundais ne fait pas confiance à Agathon Rwasa, considéré comme son principal rival, et que le pouvoir soupçonne de s'être mis en retrait et d'attendre son heure. Même l'un de ses porte-paroles le reconnaît, Agathon Rwasa et ses proches n'auraient pas dû entrer au Parlement et au gouvernement. D'autant, dit-il, que le chef historique des ex-rebelles hutus des FNL n'a jamais reconnu le résultat des élections de 2015, qu'il a d'ailleurs boycottées. Mais « il y allait de sa vie et de celle de ses militants », justifie Aimé Magera. Le principal leader de l'opposition burundaise avait en effet payé un lourd tribut après les élections générales de 2010, déjà contestées à l'époque. Des centaines de partisans tués, des milliers en prison et lui-même avait dû fuir en exil. Cette fois, Agathon Rwasa a décidé de ne pas aller à la confrontation, comme le reste de l'opposition burundaise. Il a choisi de composer avec le régime autoritaire du président Pierre Nkurunziza, « pour sauver ce qui pouvait l'être », insiste son porte-parole en Europe. « Et pour nous, cette stratégie a payé », dit-il, en estimant que des vies ont ainsi été sauvées. Agathon Rwasa aurait également décidé de se mettre en retrait de l'actuel conflit qui oppose le pouvoir CNDD-FDD et son opposition en exil regroupée au sein du Cnared, en espérant que ce combat et le bras de fer engagé contre la communauté internationale affaiblissent Nkurunziza, selon des chercheurs. « Agathon Rwasa compte les points et espère qu'à la fin, ça sera lui qui va récupérer la mise », précise l'un d'eux. Mais le pouvoir burundais semble avoir vent sa stratégie. Depuis mai, il lui a formellement interdit en tant que premier vice-président de l'Assemblée de poursuivre ses visites qui attiraient des foules immenses à l'intérieur du pays et il a accentué la pression exercée sur ses militants. Une centaine ont été arrêtés au cours des deux derniers mois, selon son porte-parole.